

Développements macroéconomiques récents

En 2020, l'économie est sortie de la récession et a enregistré une croissance estimée à 2,0 % du PIB en 2021, grâce à la consommation privée, stimulée par les transferts de fonds accrus estimés à 31,3 % du PIB en 2021, contre 30,8 % en 2020, et grâce aux exportations de bétail. De nombreux chocs, dont des inondations, des invasions de criquets et la COVID-19 ont freiné le rythme de la reprise et accru la pauvreté. L'investissement privé est resté résilient, malgré la légère baisse des IDE à 9,2 % du PIB en 2021, contre 9,4 % en 2020. Du fait de l'incertitude politique, le programme de réforme monétaire est bloqué, freinant les mesures de politique monétaire pourtant nécessaires étant donné la dollarisation et la contrefaçon généralisées de la monnaie. En raison de la baisse de l'approvisionnement alimentaire, l'inflation s'est accrue à un taux estimé de 4,6 % en 2021, contre 4,3 % en 2020.

Le secteur bancaire reste stable, les prêts non productifs représentant moins de 3 % du crédit total. La Somalie vise à atteindre un solde budgétaire nul conformément aux conditions permettant d'atteindre le point d'achèvement dans le cadre de l'Initiative pays pauvres très endettés (PPTTE). Le déficit budgétaire en 2021 reflète en partie l'allocation de DTS (203 millions USD ou 4,1 % du PIB), qui a contribué à combler les déficits de financement créés par la baisse des recettes publiques et des dons. La Somalie est en situation de surendettement, mais lorsqu'elle atteindra le point d'achèvement de l'Initiative PPTTE en 2023 comme prévu, cela permettra de garantir la viabilité de la dette. Le déficit du compte courant s'est creusé pour atteindre 10,8 % du PIB en 2021, contre 10,4 % en 2020, en raison de la lenteur de la reprise des exportations de bétail, avec le financement des aides, des transferts de fonds et des IDE.

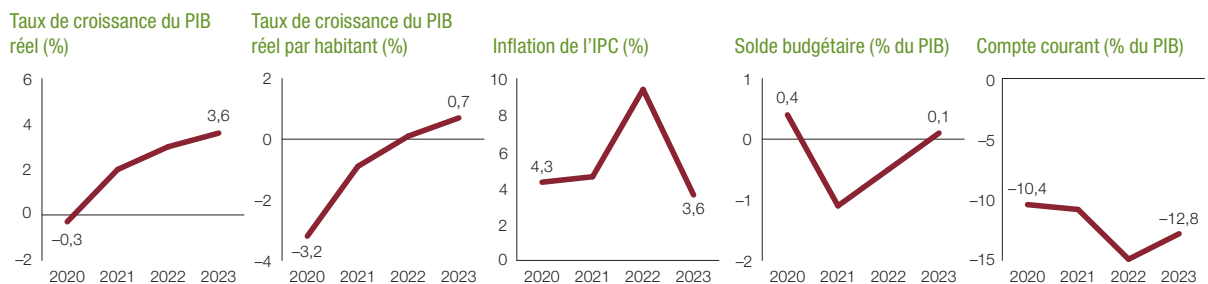
Perspectives et risques

Les perspectives sont assombries par l'insécurité, l'incertitude politique, la COVID-19 (le taux de vaccination étant de 5,5 % en décembre 2021) et le changement climatique. Les progrès réalisés dans la conduite des élections nationales catalyseront l'aide au développement et les IDE. La croissance du PIB

devrait atteindre 3,0 % en 2022 et 3,6 % en 2023, soutenue par la consommation des ménages et la reprise des exportations de bétail. L'inflation devrait bondir à 9,4 % en 2022 en raison de la hausse des prix des denrées alimentaires et du pétrole due au conflit Russie-Ukraine et à la sécheresse. La hausse des prix du pétrole affectera également l'approvisionnement en énergie compte tenu de la dépendance de la Somalie aux combustibles fossiles pour la production d'électricité. L'équilibre des budgets de trésorerie restera un objectif de politique budgétaire à moyen terme, conformément au programme PPTTE de la Somalie. Le manque de diversification des exportations est une cause importante de vulnérabilité extérieure, malgré la reprise des exportations de bétail et d'autres entrées financières. Le déficit du compte courant devrait s'établir à 14,9 % du PIB en 2022 et à 12,8 % en 2023.

Changement climatique et options de politiques publiques

La Somalie est vulnérable face au changement climatique, particulièrement en matière d'agriculture, dans les terres et en mer. Entre 2019 et 2021, en moyenne, six millions de Somaliens ont été affectés par la sécheresse ou les inondations, ou par les deux, ralentissant ainsi la croissance du PIB et exacerbant la pauvreté et les inégalités de revenus. La Somalie est le deuxième pays le plus vulnérable et le moins équipé pour s'adapter au changement climatique dans l'Indice global d'adaptation de Notre Dame (ND-GAIN). La Somalie a préparé sa CDN de 2021 comme une mise à jour de la CDN et de son Plan d'action national d'adaptation prévu en 2015. La CDN propose notamment d'investir dans les ressources des ER, d'inverser le processus de déforestation et de dégradation des grands pâturages, de renforcer la gestion des catastrophes, et elle vise une réduction de 30 % des émissions de GES d'ici 2030 ; le coût des mesures d'atténuation proposées est estimé à 6,96 milliards USD. Cependant, la mise en œuvre des mesures de la CDN est entravée par le manque de ressources humaines et financières. L'accès aux fonds mondiaux pour le climat a été limité par le peu d'investissements dans les secteurs bénéficiaires potentiels tels que l'énergie, ce qui rendra difficile la réalisation de l'ODD 13 en Somalie.



Source : Les données datent de avril 2022 et proviennent des autorités nationales ; données pour 2021 sont des estimations et données pour 2022 et 2023 sont des prévisions fondées sur les calculs des auteurs.